

## Séance publique du jeudi 22 janvier 2015

Convoqué le vendredi 16 janvier 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 22 janvier 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Jacques DOMERGUE, Alex LARUE, Patricia MIRALLES, Caroline NAVARRE.

### Absents :

Clare HART.

## Adhésion à la mission remplacement du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Hérault

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Les services de la Ville doivent régulièrement faire face aux absences temporaires (congé maternité par exemple) et parfois imprévues (congé maladie ou accident de travail notamment) d'agents municipaux. La priorité est donnée au remplacement de celles-ci par les moyens internes, ou par la mise en oeuvre d'une organisation temporaire permettant d'y pallier.

Toutefois il est dans certains cas indispensable pour la collectivité, afin de garantir le bon fonctionnement des services, et comme l'y autorise la loi 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique territoriale, d'avoir recours à un remplacement temporaire par un agent non titulaire.

Le Centre de gestion de l'Hérault, en vertu de l'article 25 de la loi susvisée qui dispose que les centres de gestion "(...) peuvent mettre des agents à disposition des collectivités et établissements qui le demandent en vue d'assurer le remplacement d'agents momentanément indisponibles ou d'assurer des missions temporaires ou en cas de vacance d'un emploi qui ne peut être immédiatement pourvu.", propose une mission de remplacement qui a pour objectif de pallier ponctuellement les absences de personnel d'une collectivité territoriale en mettant à sa disposition des agents qualifiés pour une durée déterminée.

Aussi, afin d'optimiser les chances de pouvoir recourir à un profil adapté et qualifié pour assurer le remplacement indispensable de certaines absences, il est proposé d'adhérer par convention à cette mission de remplacement proposée par le CDG 34.

Il est à noter que dans ce cadre:

- La collectivité aura le choix pour chaque remplacement qu'elle souhaite effectuer de recourir au non à ce service (l'adhésion n'implique pas d'obligation de passer par ce biais pour tout remplacement qui serait mis en oeuvre)

- La collectivité n'a pas d'obligation de retenir l'un des candidats proposés par le CDG 34 même quand elle a décidé d'y faire appel pour un remplacement, et garde la faculté de recruter par ses propres moyens un candidat de son choix.

Dans les cas où la collectivité déciderait de recourir au service et de retenir l'un des candidats proposés par le CDG 34, ce dernier recruterait par contrat l'agent qui serait mis à disposition de la collectivité.

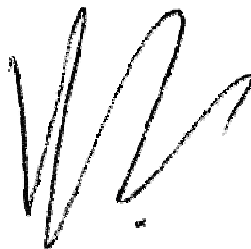
La collectivité rembourserait au CDG 34 le traitement brut chargé de l'agent, et le cas échéant les frais de déplacement, de restauration ou d'hébergement accordés, et verserait au titre de participation aux frais de gestion de la convention une somme égale à 6 % des salaires bruts versés.

**Il est conséquence proposé au Conseil Municipal:**

- D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention d'adhésion à la mission de remplacement du centre de gestion de la fonction publique territoriale de l'Hérault telle que jointe en annexe;
- D'inscrire les dépenses correspondantes au budget du personnel.

**Le Conseil Adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'PSAUREL', written over a horizontal line.

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 23 janvier 2015**